

 <p>Journée d'animation DataGrandEst</p> <p>En partenariat avec le Conseil départemental, la DDT de l'Aube, Troyes Champagne Métropole et l'Université de Technologie de Troyes</p>	<p>1^{ère} Journée de la donnée dans l'Aube</p> <p>Des données pour la connaissance des territoires et l'aide à la décision</p>
	<p>Le 04/02/2025 à Troyes</p>



Synthèse de la journée

Avec près d'une centaine de participants aux profils variés, cette première journée de la donnée dans l'Aube a été un vrai succès. Accueillie dans les locaux de l'Université de Technologie de Troyes (UTT), elle a également été coorganisée par DataGrandEst, la DDT, le conseil départemental et Troyes Champagne Métropole (TCM).

En introduction, le professeur **Farouk YALAOUI**, Directeur à la Recherche de l'UTT a insisté sur l'enjeu central que représente la donnée, à l'heure où nous sommes à un point de basculement à la fois technologique (Big data, IA) et politique. Il est important de disposer de « smart data » utiles, sachant que les usages que nous imaginons aujourd'hui ne seront sans doute pas ceux qui perdureront demain, comme l'a rappelé **Valéry DENIS**, conseiller départemental de l'Aube. Pour **Nicolas MENNETRIER**, conseiller communautaire délégué de Troyes Champagne Métropole, chargé de l'E-administration, des TIC/THD et maire de Saint-Lyé, et **Jean-François HOU**, Directeur départemental des Territoires de l'Aube, tous les acteurs publics ou agissant dans le cadre de politiques publiques doivent pouvoir s'appuyer sur des données de qualité et pertinentes, car elles sont les leviers de la transformation de nos sociétés.

Les présentations de la journée ont permis d'illustrer ces propos introductifs dans différents domaines.

Panorama des données ouvertes et utiles pour les territoires

Julie KUBIAK et **Chloé CLERBOIS**, de la DDT de l'Aube ont présenté la méthodologie coconstruite avec la Chambre d'agriculture pour élaborer **le document cadre qui identifie les surfaces agricoles et forestières ouvertes à un projet d'installation photovoltaïque au sol** sans obligation agricole. Afin d'identifier « les surfaces incultes ou non exploitées depuis 10 ans », plusieurs jeux de données ouverts (open data) à l'échelle de la parcelle ont été mobilisés : l'occupation du sol à grande échelle (OCS GE), le registre parcellaire graphique (RPG) ainsi qu'une base de données de qualité des sols afin d'isoler les sols de mauvaise qualité. En enchaînant les géo-traitements sur ces données, une centaine de sites a été identifiée, représentant environ 140 hectares sur le département. Un travail de photo interprétation, de recoupement avec d'autres législations et d'expertise terrain, a permis d'éliminer de nombreux candidats et d'aboutir à 13 sites à fort potentiel, décrits dans un atlas interactif. Même en éliminant 1 candidat sur 9, ce premier travail a représenté un énorme gain de temps par rapport à une analyse purement manuelle. Avant de conclure leur propos, les deux expertes ont rappelé qu'il existe aujourd'hui de **nombreux jeux de données en open data** pour décrire la réalité physique des territoires ainsi que leurs caractéristiques économiques et socio-démographiques tels que le Géoportail et ses

nombreux géoservices, le portail Infoterre du BRGM, l'observatoire des territoires de l'ANCT, les sites de l'INPN (dont Cartorisque), ceux des agences de l'eau... pour n'en citer que quelques-uns.

Guillaume RYCKELYNCK de DataGrandEst a rappelé les enjeux, les principes et la réglementation autour de l'open data en France. Si notre pays en est un ardent défenseur, il a insisté sur le fait que « *mettre des données en ligne ne suffit pas* » car elles doivent être réutilisables. Il a ensuite listé les questions à se poser avant de se lancer dans la publication de données en open data (licences, formats, sécurité, standards ...). Mais il a également rappelé que l'open data n'est pas une règle absolue et que de nombreux jeux de données, pour différentes raisons (innovation, protection des données personnelles, souveraineté, monétisation...), sont aujourd'hui fermés, ce qui ne veut pas forcément dire qu'ils sont inaccessibles, mais plutôt que leur accès est restreint et soumis à des conditions d'accès particulières. Cet équilibre fragile entre **open et closed data** est mouvant, et va sans doute évoluer rapidement dans le cadre des nouvelles réglementations européennes sur l'intelligence artificielle et les données. Quelle voie choisir ? Guillaume RYCKELYNCK recommande le pragmatisme et rappelle le rôle de DataGrandEst comme accélérateur de l'ouverture des données, à travers ses groupes de travail, outils techniques, animations, accompagnement technique et juridique.

Valérie THEVENIN, DSI de Troyes Champagne Métropole, a complété la présentation en détaillant la **démarche d'ouverture des données menée par TCM depuis 2023**. Il a fallu mener un audit approfondi pour identifier plus de 650 jeux de données et les qualifier : thématique, sources de données, confidentialité, coût, fréquence de mise à jour ... Grâce à un groupe de travail transverse interne et avec l'aide de DataGrandEst, TCM avance dans ses réflexions sur la gouvernance et l'organisation pratique de la diffusion (ou de la non-diffusion) de ces différentes données. Un travail de longue haleine, qui nécessite aussi « *de faire évoluer notre organisation et d'intégrer de nouvelles compétences.* »

Comment parler d'open data sans parler **OpenStreetMap (OSM)** ? **Stéphane BRANQUART**, Président de Territorio et membre fondateur de la Fédération des professionnels d'OSM, a incité les participants à participer à ce commun numérique unique et exceptionnel, qui fête cette année ses 20 ans. Avec une quarantaine de contributeurs réguliers rien que dans la région de Troyes, c'est un vivier important pour faire vivre des données sur toutes sortes de thématiques. Stéphane BRANQUART en profite pour donner quelques exemples : il accompagne plusieurs « jardiniers » tels que l'Agence Départementale du Tourisme (ADT) de l'Aube sur les questions d'attractivité et a permis à une centaine de professionnels dans les Landes de créer et partager différentes données : le syndicat de gestion des déchets, l'agence départementale du tourisme, le conseil départemental, les 8 offices du tourisme, plusieurs PETR et collectivités...

De la donnée à l'action : quelques exemples

Hichem SNOUSSI, professeur à l'UTT, a initié l'assistance à la **data science**, qui étudie la « *transformation des données brutes en connaissances utiles pour prendre des décisions intelligentes dans des problématiques réelles* ». Un domaine qui englobe toute une panoplie de techniques et de disciplines scientifiques telles que la gestion des données, les mathématiques, la sécurité, les sciences du signal, l'intelligence artificielle, etc. Il a détaillé quelques projets emblématiques dans le domaine de la **surveillance**, sur lesquels son laboratoire a travaillé, comme la conception de capteurs intelligents, capables de détecter des comportements « anormaux » dans le cadre de la vidéosurveillance par caméras fixes ou drones, ou la détection de failles de sécurité dans des installations sensibles pouvant impacter la sécurité des travailleurs. L'UTT a également travaillé sur un projet de drone intelligent, qui peut repérer des victimes dans des milieux inatteignables par les secours (à la suite d'une catastrophe majeure par exemple), ainsi que sur un système complet pour aider un opérateur comme la SNCF à assurer une maintenance prédictive de ses installations.

Comment passer de la connaissance à l'action ? C'est aussi le problème posé par le **Colonel Maxime KOCH** du SDIS de l'Aube, qui a présenté la méthodologie mise en place pour créer le **schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR)**. Pour réaliser dans les meilleures conditions possibles ses quelques 17 000 interventions par an, le SDIS s'appuie sur de nombreuses données de cadrage (démographie, environnement, accessibilité...), mais également sur toutes celles

générées par les interventions elles-mêmes. Dans sa dernière mouture, le SDACR comprend à la fois un volet descriptif du territoire et un volet stratégique, afin d'anticiper le déploiement des bons moyens, au bon endroit et au bon moment, le tout dans un contexte en pleine évolution (vieillesse de la population, changement climatique...). C'est donc bien un document politique - comme a tenu à le rappeler Maxime KOCH - qui a nécessité de faire de la « *fine couture, en s'appuyant sur le système d'information géographique et de nombreuses données statistiques* ».

S'il est un domaine qui a besoin de données, c'est bien **le tourisme**, comme l'a montré **Christelle TAILLARDAT**, directrice de l'Agence Aube en Champagne Attractivité. Après avoir présenté Datatourisme, dispositif partenarial qui agrège, normalise, qualifie et diffuse en open data des données institutionnelles d'information touristique, elle a détaillé quelques expérimentations menées dans l'Aube : analyses pour les professionnels réalisées avec la CCI et présentées sous forme de data visualisations en 3D, mise en avant des producteurs locaux pendant le Covid, jumeau numérique orienté tourisme pour aider les professionnels, plateforme d'accueil des nouveaux arrivants sur le territoire... Afin de mieux comprendre qui sont les touristes et excursionnistes, d'où ils viennent et ce qu'ils recherchent, plusieurs offices du tourisme s'appuient sur l'offre Flux Vision d'Orange, qui utilise les données anonymisées de bornage des téléphones portables, pour identifier les principaux axes d'attractivité et de mobilité des territoires ainsi que l'origine géographique et les profils socio-démographiques des visiteurs. Des données qui permettent aux offices du tourisme de construire des indicateurs métiers et de faire évoluer leur offre si nécessaire.

Quelle stratégie en matière de données au service des politiques publiques dans le département ?

Abordé sous forme de table-ronde, ce dernier sujet de la matinée a montré la volonté de renforcer les collaborations autour de la donnée dans l'Aube.

Après avoir rappelé l'importance des données pour piloter les nombreuses politiques publiques sur le département, les intervenants ont insisté sur la nécessité de mieux se connaître, de se mettre « tous autour d'une table », car les services n'ont pas encore assez pris l'habitude de travailler ensemble.

Mais la tâche n'est pas facile, car les acteurs du territoire doivent d'abord accomplir les nombreuses missions qui sont les leurs. Pourtant, le travail en commun est une des clés de l'efficacité de l'action publique. Le dossier épineux du ZAN (Zéro Artificialisation Nette) illustre bien cette nécessité de mettre différents types d'acteurs autour de la table mais également de bien se mettre d'accord sur les données utilisées, sur la façon dont est décrit le territoire, afin de disposer « *d'une matière première indiscutable* », insiste **Jean-François HOU**. La mobilisation des acteurs locaux est essentielle pour que vision locale et nationale soient plus cohérentes.

Pourquoi est-ce si difficile ?

Les intervenants évoquent plusieurs arguments :

- Le fonctionnement encore trop en silo des politiques publiques alors que le changement climatique nous montre l'importance de visions à 360°, ce qui permettrait d'éviter certaines injonctions contradictoires.
- **Emmanuelle PERROT**, Directrice Générale Adjointe, pôle Équilibre du territoire - Habitat - Politique de la ville - Dispositifs contractuels, à Troyes Champagne Métropole reconnaît que les démarches partenariales « *prennent du temps* », comme elle l'a expérimenté dans son projet de territoire. « *Nous sommes tous des maillons d'une même chaîne. Il faut mettre en place les bons dispositifs de collecte dès le départ et prendre en compte le fait que certains ont peu de moyens ou peu de temps.* »

- « *Il faut également bien expliquer à quoi la donnée va servir, bien la mettre en valeur, la présenter, car la quantité n'est pas gage de qualité !* » insiste-elle encore, tout comme **Marc THONON**, Directeur général d'Okénite Animation, qui enjoint à ne produire que de la donnée utile, qui réponde à des questions précises et sous une forme vraiment exploitable. Il ajoute que les données doivent permettre de remonter le temps pour aborder une dimension prédictive, de plus en plus attendue.
- Il faut enfin être capable de dépasser son intérêt personnel, ses problèmes particuliers, comme le rappelle **Olivier DUQUESNOY**, Maire de Saint-Pouange.

Comment faire ?

- Effectivement, prendre le temps d'expliquer qu'au-delà d'une démarche qui prend du temps, chacun a à y gagner, et préciser dès le départ les bénéfices pour chacun.
- Définir des cadres clairs et éthiques de gouvernance et d'échange. Sur ces aspects, une structure comme DataGrandEst peut être une aide précieuse, qui ne demande qu'à être mobilisée.
- Apprendre à se connaître car, derrière les données, ce sont des hommes et des femmes qui ont plaisir à se retrouver et à échanger, comme l'a montré cette journée.
- Se définir des priorités, se tester sur des projets simples, comme ce fut le cas pour le projet alimentaire territorial (PAT) qui a été un vrai succès.
- Ne pas oublier d'intégrer à la fois les acteurs de la société civile (associations par exemple) et les communs numériques comme OpenStreetMap, qui sont d'excellents laboratoires des pratiques collaboratives.

Ces bons conseils, et une envie manifeste de faire perdurer la belle dynamique de cette première journée, devraient permettre d'avancer vers une stratégie locale dans l'Aube dès les prochains mois.

Quelques savoir-faire à découvrir

Les temps de pause ont été mis à profit pour échanger, discuter, mais également pour découvrir quelques entreprises de la région Grand Est.

Ainsi **Kenza LEROY-BENCHEKROUN** a présenté le concept de **Slow Maps**, qui réinvente la navigation GPS en guidant l'utilisateur non pas sur le chemin le plus rapide, mais sur le chemin le plus intéressant pour lui. Une offre qui nécessite de rassembler de nombreuses données aujourd'hui éparses, pour satisfaire aussi bien les amoureux de nature, les passionnés de culture que les gourmands ou curieux de patrimoine.

Emmanuel HORNY, de la société **Urban Radar**, a montré comment l'entreprise assure l'identification, le traitement, l'intégration et la valorisation des données spatiales d'un territoire. « *Notre ambition est de démocratiser l'accès à la donnée grâce à des outils de pilotage et d'aide à la décision interopérables, simples, intuitifs et collaboratifs* », insiste le business développer de la jeune entreprise.

Sarah GOUBET et **Sonja BEHMEL** ont présenté le savoir-faire de **Watershed Monitoring**, une entreprise d'origine canadienne dont la filiale française est implantée à Strasbourg et qui fournit des études et des plateformes de pilotage de la qualité de l'eau aux acteurs publics et privés.

Laurent GILLET de l'**IGN** a également présenté les nombreuses bases de données en open data de l'institut et quelques réalisations clés dans l'Aube.

Des ateliers participatifs

Un format original et plus participatif a été proposé pour l'après-midi, sous forme d'**ateliers tournants** : les participants y ont découvert des exemples concrets d'exploitation de données au service de différentes politiques publiques et ont pu engager la discussion avec les animateurs.

Plusieurs thèmes étaient proposés :

Mobilités : pourquoi et comment construire une application ? Un atelier qui a permis de détailler l'application MaaS (Mobility as a Service) MOBILITES, développée par TCM et la TCAT, qui propose de l'information temps réel, du calcul d'itinéraire multimodal et de l'achat de titres de transports sur la métropole.

De la recherche à l'action : comment la recherche peut vous aider ? La discussion a permis de découvrir plusieurs collaborations entre les laboratoires de l'UTT, les entreprises et les services publics. Hichem SNOUSSI a également détaillé les différents modes de collaborations possibles, du stage tutoré au projet étudiant, en passant par les thèses et les partenariats industriels.

DataGrandEst : votre partenaire data : des données et bien plus encore. François MATHONNET de la DREAL Grand Est a détaillé les nombreuses actions et l'offre proposée dans le cadre du service public régional de la donnée.

Quels tableaux de bord pour construire un projet de territoire ? Qu'est-ce qui fait un « bon » indicateur ? Celui qui résume tout ou celui qui est facile à mettre en œuvre et à suivre dans le temps ? Et indicateur de quoi ? De moyens ? De résultats ? Autant de questions abordées lors de cet atelier.

Occupation du sol à grande échelle : une ressource unique pour vos analyses ZAN. Les participants ont pu découvrir tout le potentiel de cette base de données exceptionnelle, dont le 3^e millésime, ainsi qu'une nouvelle palette d'outils et de services sont disponibles sur DataGrandEst depuis juin 2024 (<https://www.datagrandest.fr/portail/fr/ressources/donnees-doccupation-du-sol-du-grand-est>)

Utilisation du portail national cartographique pour la saisie des zones d'accélération des énergies renouvelables. Julie KUBIAK a expliqué, pas à pas, comment exploiter le portail développé par l'IGN et le Cerema.

En conclusion, après avoir remercié participants et organisateurs, **Lionel AMODEO, directeur du LIST3N** (Computer Science and Digital Society) a rappelé les grands axes de travail de ce laboratoire de l'UTT qui s'intéresse justement aux données, à leur modélisation et à leur exploitation concrète pour l'action publique. François MATHONNET s'est félicité de voir éclore, à travers cette journée, une telle dynamique autour des données dans l'Aube. Et pour finir, Guillaume RYCKELYNCK a rappelé les prochains rendez-vous de DataGrandEst...

Pour en savoir plus, consultez la page dédiée à la [Journée départementale de la donnée Journée départementale de la donnée dans l'Aube](#) sur le site DataGrandEst. Vous y retrouverez toutes les présentations consultables en visualisation et téléchargement.